La phrase

« Éric Zemmour, c'est pas Dieu. Il n'arrive pas dans une circonscription (où) tout le monde se retire, l'océan s'ouvre, tout le monde doit le laisser passer et il passe au milieu. Ça ne marche pas comme cela, la politique. » Le président par intérim du RN, Jordan Bardella, dimanche sur France 3, à propos de la 4e circonscription du Var

L'insolite

Une fresque réalisée à Paris par une association subventionnée par la Ville est accusée de *« promotion électorale coûteuse et illégale »* par l'opposition de droite, tant elle semble soutenir la Nupes. *« Vous étiez où le 10 avril ? Un autre monde est toujours possible. RDV aux législatives ! »* est écrit sur le panneau de 3 mètres de haut et de 8 mètres de long.

Cette fois, la campagne est lancée pour de bon

Le coup d'envoi officiel a été donné hier. Forces en présence, nombre de candidats, derniers sondages : à deux semaines du 1er tour, on fait le point.

C'est le retour des panneaux d'affichage, et l'heure de mettre les bouchées doubles pour les candidats : la campagne officielle pour les élections législatives des 12 et 19 juin a démarré hier.

Chacun jette ses forces dans la bataille : le leader de LFI Jean-Luc Mélenchon sera en meeting mercredi à Paris pour la Nupes, et Marine Le Pen à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) pour le RN dimanche. Ils dérouleront leurs propositions face à la flambée des prix, devenue sujet de préoccupation numéro un.

Alors qu'Emmanuel Macron est jusqu'alors plutôt en retrait, la Première ministre Élisabeth Borne s'implique en cheffe de la majorité : hier en fin de journée, elle a tenu une réunion en visioconférence avec tous les candidats « Ensemble ! », avant une réunion de travail avec les principaux acteurs de la campagne.

Près de 6 300 candidats sont en lice, pour 577 sièges. (Photo AFP)

Trois grands blocs... mais pas seulement

Les trois blocs issus de la présidentielle se font face, mais avec des stratégies différentes : « attrape-tout » pour la majorité présidentielle, alliance à gauche, chacun pour soi à l'extrême droite. Même si d'autres entendent troubler ce jeu, comme certains socialistes ulcérés par l'OPA de Jean-Luc Mélenchon sur la quasi-totalité de la gauche *(lire ci-dessous)*. Quant aux Républicains, laminés en avril, ils comptent sur leur ancrage local pour conjurer un nouveau naufrage après celui de la présidentielle.

Nettement moins de candidats qu'en 2017

Près de 6 300 candidats sont en lice pour 577 sièges, soit 20 % de moins qu'en 2017, du fait notamment de l'accord à gauche. Le nombre des candidats est toujours supérieur à celui des candidates (55,8 % contre 44,2 %). Le second tour dira si le nombre record de femmes élues députées en 2017 (39 %) sera égalé ou non.

Nupes et Ensemble ! au coude-à-coude ?

Selon plusieurs sondages, la majorité présidentielle et la Nupes seraient au coude-à-coude en voix (26-28 %), devant le RN (21-23 %), LR (9 %-11 %) et « Reconquête ! » d'Éric Zemmour (5-6 %). Mais du fait du mode de scrutin et de la concentration géographique des scores LFI, le camp présidentiel et ses piliers Renaissance, Modem et Horizons garderaient une majorité de 290 à 330 sièges, même si celle-ci tend à se resserrer au fil des semaines, frôlant le seuil de la majorité absolue (289). La Nupes aurait de 160 à 195 sièges, le RN entre 20 et 65. LR verrait son groupe parlementaire d'une centaine de députés fondre entre 20 et 65 sièges. Une victoire franche des macronistes donnerait pour cinq années de plus les coudées franches au chef de l'État. Une courte victoire, en revanche, pourrait l'exposer à de fortes turbulences internes.

En bref

Un candidat « Reconquête ! » condamné dans les Bouches-du-Rhône

(Photo MaxPPP/EPA)

Jérémie Piano, candidat du parti d'Éric Zemmour « Reconquête ! » aux législatives dans les Bouches-du-Rhône, a été condamné hier en appel pour « provocation à la haine ». Cet ancien cadre de l'ex-groupe d'extrême droite « Génération identitaire », dissous par l'État en mars 2021, comparaissait pour l'affichage sauvage sur des panneaux municipaux d'Aix-en-Provence en mai 2020 du slogan *« Immigration, racaille, islamisation. Reconquête »*.

Élisabeth Borne étrille l'extrême droite et la Nupes

Élisabeth Borne a appelé hier les candidats de la majorité aux législatives à *« aller à la confrontation politique »*, en étrillant le Rassemblement national, dont le programme est *« un assemblage d'idées trompeuses »*, et le *« danger Nupes »*, qualifié de *« mariage forcé »* à gauche. Elle a tenu ces propos lors d'une visioconférence d'une heure avec 200 des 550 candidats portant la bannière « Ensemble ! ».

Cambadélis lance un front anti-Nupes

L'ancien premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a présenté hier un *« manifeste »* social-démocrate pour *« refonder une gauche réaliste »* contre la *« mise sous tutelle par la gauche radicale »* et Jean-Luc Mélenchon dans la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes). Selon lui, *« il manque quelque chose pour mobiliser le peuple, un chemin praticable, réaliste, une gauche social-démocrate »*. Son texte énonce plusieurs principes : la recherche du *« compromis »* pour désamorcer les *« crises à venir »*, la réaffirmation de *« l'économie de marché »* comme *« condition »* *sine qua non* pour *« produire le maximum de richesse compatible avec ce que la nature peut donner »*, un engagement contre *« la rupture d'égalité »* sociale via la *« redistribution »*, ou encore le *« renforcement de l'Union européenne »*. Il a dit sé donner un an pour écrire un programme plus précis. En attendant, il a appelé *« tous ceux qui croient en une gauche réaliste »* à converger et non pas à rester *« chacun dans son coin »*.

(DR)

L'ÉDITO de DENIS JEAMBAR

Journaliste et écrivain
edito@nicematin.fr

L'état de non-grâce

Emmanuel Macron, décidément, ne fait rien comme ses prédécesseurs. Le voici qui établit un nouveau record : il est le premier de nos présidents de la Ve République à ne pas connaître un état de grâce. Certes, la durée de cette période post-électorale bénie n'a cessé de diminuer au fil des décennies, mais tous les devanciers du chef de l'État ont connu une parenthèse heureuse, plus ou moins longue, après leur succès dans les urnes. Aucun d'entre eux, dans le très ancien baromètre Ifop-*Le Journal du dimanche*, n'a débuté son mandat avec un solde de popularité négatif. Fin mai 2017, 62 % des Français étaient satisfaits de « Macron 1 », 31 % en étaient mécontents ; changement de décor aujourd'hui, « Macron 2 » ne compte en cette fin mai que 41 % de satisfaits contre 58 % de mécontents ! Cette situation inédite a plusieurs causes. Un vote de résignation plus que d'adhésion a porté le chef de l'État au pouvoir pour la seconde fois. La partie s'est d'abord jouée sur le rejet de Marine Le Pen. Aucun effet de nouveauté n'a alors soufflé sur le pays. Même en 2002, sa réélection face à Jean-Marie Le Pen, avait offert une brise positive (51 % de satisfaits ; 44 % de mécontents) à Jacques Chirac, pourtant vieux routier de la politique. En outre, l'immobilité du pouvoir depuis le 24 avril ne contribue guère à soulever l'enthousiasme. Il en va de même avec le casting gouvernemental. Élisabeth Borne et ses ministres cumulent trois handicaps : leur notoriété est faible, ils sont peu charismatiques et sous la coupe du chef de l'État. Ajoutons qu'aucune mesure symbolique n'a été adoptée : le texte sur le pouvoir d'achat a été reporté à juillet et la réforme des retraites est de plus en plus floue. Pour le reste, rien ou presque rien. Le pouvoir semble en apnée. Cette situation n'est pas sans conséquences. Les records d'abstention des législatives de 2017 pourraient être battus les 12 et 19 juin prochains. Rien ne mobilise les Français sinon la fiction entretenue par Jean-Luc Mélenchon sur son installation à Matignon. S'il est improbable que le parti présidentiel soit défait, en revanche, au fil des jours, les sondages montrent qu'il pourrait ne pas connaître le triomphe annoncé. Un danger se profile : Renaissance, né des cendres de La République en marche, pourrait avoir besoin de ses alliés – le Modem de François Bayrou et Horizons d'Édouard Philippe – pour franchir le cap de la majorité à l'Assemblée. La tâche du chef de l'État en serait compliquée car, ne pouvant se représenter en 2027, il devrait alors compter avec les exigences et les ambitions élyséennes de ses partenaires. Le Président a placé son second quinquennat sous le signe de la nouveauté. L'absence d'état de grâce en est une, avec des effets peut-être imprévus.

« L'immobilité du pouvoir depuis le 24 avril ne contribue guère à soulever l'enthousiasme. »